

DC 272

L3



BIBLIOTECA



HISTOIRE

DE LA

RÉVOLUTION DE 1848

LIVRE NEUVIÈME

I.

L'enthousiasme avait saisi le peuple tout entier depuis que le gouvernement avait arrêté le sang, protégé les personnes, sauvé les propriétés, proclamé la république et repoussé les symboles de la terreur et de l'anarchie. La concorde était rentrée à sa voix dans le cœur des citoyens. la joie jaillissait des physionomies. la fraternité des paroles se traduisait en actes. la révolution ressemblait à une fête plutôt qu'à une catastrophe.

Le gouvernement était secondé dans ses mesures par les trois plus puissantes passions du cœur de l'homme, la peur, l'espérance et l'enthousiasme. Les classes riches, aisées, bourgeoises, propriétaires, industrielles, commerçantes, avaient justement tremblé que l'écroulement du trône et le nom

II.

1

de république ne fussent le signal des spoliations, des massacres, des échafauds, dont le souvenir s'était confondu depuis cinquante ans avec l'image des institutions républicaines : ces classes s'étonnaient jusqu'à l'attendrissement, de voir et d'entendre des programmes et des décrets qui répudiaient hautement toute analogie et toute parenté entre les deux républiques. elles oubliaient pour un moment les avantages, les monopoles, les emplois publics, les émoluments, les faveurs qu'elles perdaient à la chute de la royauté de juillet. elles ne pensaient qu'à la sécurité que le gouvernement leur assurait pour leur titre et pour leur fortune. elles se ralliaient, elles se pressaient autour du gouvernement nouveau comme les naufragés sur un débris. elles affluaient à l'Hôtel de Ville. elles offraient leurs bourses, leurs bras, leurs cœurs aux hommes qui s'étaient jetés au timon pour sauver la société de l'abîme. elles se résignaient à la république pourvu que la république fût le salut de tous.

Le peuple propriétaire ou industriel qui vit d'ordre, de crédit, d'échange, de travail, avait eu les mêmes craintes et partageait les mêmes sentiments. les prolétaires, les ouvriers, les travailleurs, qui n'ont pour capital que leurs bras, pour revenus que leur salaire, pour patrimoine social que leur moralité et leur économie, étaient fana-

tisés de reconnaissance et d'espérance pour une révolution qui les élevait au rang de citoyens, qui leur restituait leur juste part de droit social et de souveraineté politique. ils sentaient que leur sort était désormais dans leurs mains. La république, en faisant asseoir dans ses conseils des représentants choisis par eux, et quelquefois choisis parmi eux, leur promettait une ère d'égalité, de justice et de providence pour une classe immense et déshéritée longtemps de toute participation aux lois. ils n'exagéraient néanmoins alors ni leurs griefs, ni leurs parts, ni leurs exigences. ils proclamaient hautement le respect des propriétés, l'inviolabilité des capitaux, la libre appréciation des salaires entre le travailleur et le fabricant qui les proportionne à son bénéfice. on peut dire que la société avait l'intelligence d'elle-même. une masse incalculable de raison, de lumière, de modération dans les désirs, et de moralité religieuse était entrée depuis un demi-siècle par tous les pores dans ce fond de la population. non-seulement elle se calmait, se résignait, se reclassait à la voix d'un gouvernement sans armes; mais elle prenait les armes pour lui, elle lui donnait du temps, elle lui attestait sa patience, elle se contentait d'un demi-salaire dans ses ateliers libres ou d'un faible secours alimentaire dans les ateliers nationaux ouverts par les mairies de Paris. quelques-uns même

refusaient avec désintéressement ce salaire de détresse pour ne pas aggraver les charges de la république. d'autres allaient plus loin; ils se réunissaient par corps de métiers, sous la seule impulsion du patriotisme. ils se cotisaient eux-mêmes et apportaient d'heure en heure au gouvernement l'impôt volontaire retranché sur leur pain, la dîme de leurs sueurs. ils le faisaient sans ostentation, avec vertu, avec larmes. quiconque les a vus alors, ne désespérera jamais d'un pareil peuple. c'est le cœur du pays; il suffit de le toucher pour qu'il en sorte des trésors de désintéressement, de résignation et de courage. L'espérance les gouvernait.

II.

Enfin l'audace avec laquelle quelques hommes désintéressés d'ambition avaient joué leur vie en se précipitant à la tête du peuple à l'Hôtel de Ville pour prévenir l'anarchie et pour sauver à la fois la révolution et la société; la résistance désespérée et victorieuse de ces hommes au drapeau rouge, à la terreur, aux excès, aux démenes qu'on était venu leur commander; tout cela avait inspiré une véritable déférence pour eux à toutes les parties saines de la population. Les scènes dramatiques de l'Hôtel de Ville, dont cent mille témoins avaient répandu et exagéré les récits dans Paris et dans les

départements, avaient montré à la nation qu'elle n'avait pas à sa tête de faibles jouets des séditions, mais des hommes capables de les affronter et de les vaincre. ces journées où quelques hommes luttèrent contre des masses armées sans fléchir, avaient inspiré confiance et donné une immense autorité au gouvernement provisoire. il avait consolidé sa popularité en la jouant. elle n'était qu'un souffle, elle était devenue à l'Hôtel de Ville un pouvoir. Le nom de Lamartine, d'abord le moins populaire dans la masse du peuple de Paris, s'était profondément imprimé dans l'imagination publique par ses actes et par ses paroles. sa popularité gagnait, au lieu de s'user à la résistance. elle devenait pour le peuple qui le voyait et qui l'entendait sans cesse une sorte d'inviolabilité : la faveur publique qui aplanit tout soutenait le gouvernement sur tant d'abîmes. Tout semblait rentrer de soi-même dans la légalité, dans la raison, dans la mesure, dans l'ordre, par cette force occulte qui porte les nations à se relever aussitôt qu'elles sont tombées. L'instinct organisateur des agrégations humaines que les matérialistes appellent l'habitude de la société, que l'histoire appelle civilisation, et que le philosophe appelle de son vrai nom : Loi divine de notre nature. doigt de Dieu. il ne fut jamais plus visible à l'esprit et presque à l'œil de l'homme religieux que dans cette crise où un peuple sans gouvernement fut à lui-

même son propre maître, sa propre force et sa propre loi.

III.

Mais pendant que l'ancien gouvernement se retirait du sol et que le gouvernement nouveau s'installait à l'intérieur, l'Europe entière pesait par la pensée sur le gouvernement provisoire. il était temps de s'en occuper. jusque-là la révolution, la république, les mesures contre la guerre civile, l'acceptation du régime nouveau par les départements, par la flotte, par l'armée, par l'Algérie; le rétablissement laborieux de l'ordre dans Paris, l'alimentation de cette capitale, la création d'ateliers, l'organisation de secours pour trois millions de bouches sans pain, la réorganisation du ministère, les mesures préparatoires pour la formation de la nouvelle garde nationale devant encadrer tout le peuple domicilié, enfin le réseau tout entier de l'administration à renouer et à étendre sur un pays de tant de millions d'âmes; le Trésor à vider et à remplir tous les jours, l'armée à compléter, les frontières à couvrir, les ports à surveiller, les harangues, les conseils, les députations tumultueuses, les assauts séditions à recevoir, à repousser, au foyer sans cesse encombré sans cesse dévorant de l'Hôtel de Ville, avaient absorbé le gouvernement le jour et la nuit.

IV.

Ce ne fut que le sixième jour dans la soirée que Lamartine put quitter l'Hôtel de Ville pour aller prendre possession du ministère des affaires étrangères. le ministre de l'intérieur et les autres ministres qui étaient à la fois membres du gouvernement chargés des immenses détails de l'administration et de leurs diverses attributions plus urgentes. avaient pris dès le 24 au soir la direction de leurs départements. les affaires étrangères pouvaient attendre sans inconvénient que la France fût rassise. la présence du ministre en contact plus perpétuel avec le peuple avait été plus nécessaire au foyer de la révolution que dans le cabinet de son hôtel.

Le 27 il avait nommé M. Bastide sous-secrétaire d'État de son ministère. il l'avait prié d'aller en son nom faire évacuer l'hôtel occupé par les combattants et préservé par un détachement de gardes nationaux de la 4^{me} légion. le zèle volontaire de ces citoyens, et le respect spontané du peuple pour les ressorts principaux de son organisation nationale avaient prévalu sur la colère contre l'habitation du ministre fugitif. L'hôtel avait été envahi, mais l'intérieur respecté. le personnel, le cabinet, les archives étaient intactes. M. Bastide était un homme de sang-froid et de résolution, son nom était popula-

risé par une longue opposition républicaine dans *le National*. il avait une réputation de probité. il la méritait. le peuple connaissait M. Bastide. Lamartine ne le connaissait pas avant le 24 février. pendant les premiers tumultes de la première nuit, et les assauts du second jour, il avait été frappé de l'attitude, du bon sens, de l'impassibilité d'un homme à la haute stature, au visage sévère, à l'attitude du soldat qui se donne à lui-même une consigne. il avait pensé que cet homme serait un auxiliaire précieux dans une révolution qui allait être un combat de tous les jours et de plusieurs mois contre la démagogie et dont les chefs voulaient rester purs ou mourir. il avait calculé de plus que le nom de Bastide républicain d'ancienne date par sa notoriété dans son parti couvrirait le nom de Lamartine dont le républicanisme purement philosophique jusque-là serait promptement suspect à la multitude. Sous les yeux de Bastide aucune trahison de la République n'était à craindre. Le ministre pourrait modérer la révolution dans ses rapports avec l'Europe, retenir la guerre, sauver le sang de la France et de l'humanité sans être accusé de livrer la révolution. Bastide avait accepté avec modestie un poste qui lui paraissait au-dessus de ses forces. quant à son ambition il n'en avait d'autre que celle de servir sa cause et de lui sacrifier sa paix et son sang. Ses paroles, son caractère touchèrent

Lamartine comme s'il eût retrouvé la statue un peu fruste de l'incorruptibilité dans un temps d'intrigue, de mollesse et de corruption.

V.

Lamartine prit sur le champ de bataille le chef de son cabinet particulier. C'était Payer qui n'avait pas quitté l'Hôtel de Ville, la table du conseil ou les pas de Lamartine aux moments les plus critiques depuis le 24 au soir. jeune, actif, honnête, intrépide, dévoué. Lamartine le choisit sans le connaître autrement que de vue. il ne s'en repentit pas. dans une pareille mêlée, les heures comptent pour des années; un éclair vous révèle une aptitude. quand on met la main sur un homme on se trompe rarement parce qu'on prend le caractère en action.

En entrant au ministère des affaires étrangères il trouva l'hôtel occupé par des détachements de gardes nationaux et de combattants. Bastide avait établi un ordre militaire dans le service. C'était une place de guerre plus qu'un hôtel de ministre. On bivouaquait dans les cours, dans les antichambres, dans les salles, sur les escaliers.

On ouvrit au nouveau ministre le cabinet et la chambre de M. Guizot. son ombre y était encore. La chambre, le lit, les tables, les meubles, les pa-

piers épars, dans l'état où l'homme de la monarchie les avait laissés dans la nuit du 23, attestaient le départ précipité d'un ministre qui croit être sorti pour un instant et qui est sorti pour jamais. une femme amie de l'ancien ministre accompagnait Lamartine dans cette première inspection de l'appartement. elle réclama au nom de la mère et des enfants du proscrit les papiers intimes, les reliques chers à l'époux ou au père, les objets qui appartenaient personnellement au ministre et le peu d'or qu'il avait laissé. Lamartine fit remettre avec une respectueuse inviolabilité ces propriétés du cœur à la personne qui représentait la famille de M. Guizot. il se hâta de quitter cette chambre où deux gouvernements se rencontraient et se surprenaient pour ainsi dire en si peu d'heures. sans haine contre la famille détronée, sans animosité contre un homme éminent dont la chute même aurait attendri l'inimitié s'il en avait eu, Lamartine ne voyait dans cet inventaire qu'un jeu triste des vicissitudes politiques, la versatilité d'un peuple, l'éclipse d'une haute fortune et d'un grand talent, le deuil d'une famille, le vide d'une maison pleine et heureuse la veille. il répugna à prendre pour lui-même un appartement qui venait de porter malheur à ses hôtes. il n'était pas superstitieux. mais il était sensible. il ne craignait pas les présages mais les souvenirs que ces murs lui retraceraient. il fit étendre des

matelas dans les chambres sombres et nues du rez-de-chaussée et résolut de camper lui-même plutôt que de s'installer dans un palais qui dévorait ses possesseurs.

VI.

En examinant les papiers politiques oubliés par le ministre de la monarchie sur la table du cabinet de travail, il aperçut son propre nom. la curiosité attira ses yeux. c'était une petite note prise par M. Guizot pour son dernier discours à la Chambre des députés ! Elle contenait ces mots : « Plus j'écoute « M. de Lamartine plus je sens que nous ne pourrions jamais nous entendre. » La révolution avait interrompu la discussion et submergé la tribune avant la réplique. étrange jeu du hasard qui avait fait jeter cette note par M. Guizot sur la table, et qui la faisait retrouver par son successeur. Lamartine n'en triompha pas. il ne voyait pas dans ce ministère où il entra jeté par le flot d'une révolution, une dépouille, il y voyait une vicissitude, un labeur et un dévouement. il passa une partie de la nuit à réfléchir à l'attitude qu'il ferait prendre à la République au dehors.

VII.

La république telle que l'entendait Lamartine

n'était point un bouleversement à tout hasard de la France et du monde. c'était un avènement révolutionnaire, accidentel, soudain, dans la forme, mais régulier dans son développement de la démocratie. un progrès dans les voies de la philosophie et de l'humanité; une seconde et plus heureuse tentative d'un grand peuple pour se tirer de la tutelle des dynasties et pour apprendre à se gouverner lui-même.

La guerre bien loin d'être un progrès dans l'humanité est un meurtre en masse, qui la retarde, l'afflige, la décime, la déshonore. les peuples qui jouent avec le sang sont des instruments de ruine et non des instruments de vie dans le monde. ils grandissent, mais ils grandissent contre les desseins de Dieu et finissent par perdre en un jour de justice tout ce qu'ils ont conquis par des années de violence. le meurtre illégitime n'est pas moins crime dans une nation que dans un individu. La conquête et la gloire le décorent mais ne l'innocentent pas. or tout crime national est un fondement faux qui ne porte pas mais qui engloutit la civilisation. Sous ce point de vue philosophique, moral et religieux, et le point de vue le plus haut est toujours le plus juste en politique, Lamartine ne voulait donc pas donner la guerre pour tendance ni même pour diversion à la nouvelle république. une diversion de sang ne convient qu'aux tyrans ou aux machiavels.

Sous le point de vue républicain, Lamartine ne répugnait pas moins à la guerre. il prévoyait trop l'instabilité du peuple dont il avait écrit l'histoire, pour ne pas comprendre que la république avant que le temps et les mœurs l'eussent enracinée, périrait sous la première victoire éclatante qu'elle remporterait. Un général victorieux revenant à Paris, escorté de la popularité de son nom et appuyé de l'attachement d'une armée nombreuse devait y trouver ou l'ostracisme ou la dictature. L'ostracisme serait la honte; la dictature serait la fin de la liberté. enfin au point de vue politique et national, Lamartine considérait la guerre offensive comme funeste à l'institution de la république elle-même et comme fatale à la nation.

VIII.

La situation de l'Europe était celle-ci : Les traités de 1815, base du droit public européen avaient refoulé la France dans des limites territoriales trop étroites pour son orgueil et peut-être pour son activité. ces traités l'avaient séquestrée aussi dans un isolement diplomatique et dans un dénuement d'alliance qui la rendaient perpétuellement ombrageuse et inquiète. La restauration, gouvernement imposé autant qu'accepté aurait pu renouer ces alliances et créer sur le continent et sur les mers un système